

Unité Départementale Aube - Haute-Marne TROYES, le 23 octobre 2025

Nos réf. : SAU/AV/MI n° 25 - 587

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAICA PAPER FRANCE

3 cours Baron Thénard
Zone Industrielle Les Guignons
10400 NOGENT-SUR-SEINE

Code AIOT : 0005702721

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03 octobre 2025 dans l'établissement SAICA PAPER FRANCE implanté 3 cours Baron Thénard Zone Industrielle Les Guignons, 10400 NOGENT-SUR-SEINE. L'inspection a été annoncée le 04 septembre 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite était inscrite dans le plan pluriannuel de contrôles de l'inspection des installations classées, la thématique visée était l'IED. Par ailleurs, le site ayant fait l'objet d'un APC plan d'actions PFAS, une partie de cette visite fut consacrée au retour d'expérience des actions engagées et mise en œuvre par l'exploitant pour réduire ses émissions de PFAS dans son rejet.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAICA PAPER FRANCE
- 3 cours Baron Thénard - Zone Industrielle Les Guignons - 10400 NOGENT-SUR-SEINE
- Code AIOT : 0005702721
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est autorisé, depuis octobre 2004, à exploiter des activités de fabrication de papier pour carton ondulé de faible grammage à partir de balle PCR (Papier Carton Recyclé). Il a été racheté en 2018 par le groupe SAICA PAPER FRANCE. L'exploitant emploie environ 130 personnes. Géographiquement, le site est implanté sur la commune de NOGENT-SUR-SEINE, dans la zone industrielle des Guignons, le long de la Seine, à 600 m environ au nord-ouest du centre-ville.

Par conséquent, son environnement direct est industriel et urbain.

L'exploitant a été autorisé en 2023 à construire sur son périmètre d'exploitation une chaudière biomasse (refus/bois B) afin de réduire sa consommation d'énergie fossile. Cette nouvelle installation est terminée ; l'ensemble de cette nouvelle installation est progressivement mise en fonctionnement. Les phases de tests ont été réalisées jusqu'au cours de l'été 2025. L'exploitant est maintenant en phase de réception qui devrait être totalement réalisée au cours du premier trimestre 2026.

Il est noté que le site dispose de sa propre station d'épuration lui permettant de traiter ses effluents avant rejet dans la Seine.

Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Information sur la Centrale de valorisation énergétique:

Concernant l'installation de la centrale de valorisation énergétique (CVE), les tests de fonctionnement ont débuté fin du printemps 2025 jusqu'à fin d'été 2025. La CVE fonctionne de façon progressive afin de valider l'ensemble des réglages et pilotage pour procéder à sa réception. L'ensemble de l'installation, qui se compose de 4 lots, n'est pas encore entièrement réceptionné. En effet, l'exploitant précise que la réception est réalisée par lot, qui dure 15 jours durant lesquels il ne doit être constaté aucun défaut de fonctionnement. Dans le cas contraire, le processus de réception est repris à zéro. Actuellement, un seul lot est réceptionné (process bois de combustion). Les lots process « sous-produits » et « chaudière biomasse » sont en cours de réception. L'ensemble de l'installation devrait être réceptionné au cours du premier trimestre 2026.

Lorsque la CVE sera dans un fonctionnement normal et pérenne, la consommation de gaz diminuera et la revalorisation des boues en extérieur ne sera réalisé que de façon exceptionnelle.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Valeurs limites des flux de polluants rejetés	Arrêté Préfectoral du 01/03/2017, article 3.2.5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion de l'eau	Décision d'exécution du 26/09/2014, article 1.1.3 - MTD 5	Sans objet
2	Origine et consommation de l'eau	AP Complémentaire du 10/07/2023, article 3.1.1	Sans objet
3	Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration	Arrêté Préfectoral du 01/03/2017, article 4.3.9	Sans objet
4	Consommation d'énergie et efficacité énergétique	Décision d'exécution du 26/09/2014, article 1.1.4 - MTD 6	Sans objet
6	Fréquence Autosurveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 01/03/2017, article 10.2.1.1	Sans objet
7	Gestion des déchets	Décision d'exécution du 26/09/2014, article 1.1.7 - MTD 12	Sans objet
8	Déchets produits par l'établissement	Arrêté Préfectoral du 01/03/2014, article 5.1.7	Sans objet
9	Ré-examen des produits utilisés sur site	AP Complémentaire du 19/11/2024, article 2 partiel	Sans objet
10	Recherche origines AOF/ PFAS	AP Complémentaire du 19/11/2024, article 2 partiel	Sans objet
11	Suivi AOF - PFAS rejet	AP Complémentaire du 19/11/2024, article 2 partiel	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite n'a pas mis en évidence de non-conformité majeure. Le site bénéficie de plusieurs certifications, notamment la norme ISO 50 001, ISO 14 001. Aussi, l'exploitant mets en place et suit diverses mesures lui permettant de tenir au plus près ses objectifs et d'être dans une démarche d'amélioration continue.

Concernant la non-conformité sur le soufre rejeté lors de la campagne de mesure de rejets atmosphériques de 2024, des actions correctives ont été prises et engagées. Les rejets atmosphériques pour le paramètre soufre devraient revenir à la normal lors de la campagne de mesure en 2026.

Concernant les PFAS, l'exploitant est fortement convaincu que l'origine des PFAS présents dans ses rejets est issue de ses matières premières. Aussi, l'exploitant est en cours d'étude pour réaliser un traitement sur ses effluents.

Par ailleurs, concernant les boues issues du traitement des effluents et issues du process de fabrication, ces dernières sont susceptibles de contenir des PFAS et d'être une source de contamination de l'environnement selon leur mode de revalorisation.

Toutefois, depuis la mise en fonctionnement de la CVE, ces boues ne sont plus envoyées en revalorisation dans une filière extérieure mais sont traitées sur site, dans la chaudière biomasse. Par conséquent, ces boues feront l'objet d'une analyse PFAS dans le cas où elles seraient évacuées vers une filière de revalorisation externe.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion de l'eau

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 26/09/2014, article 1.1.3 - MTD 5

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion de l'eau

Prescription contrôlée :

Afin de réduire la consommation d'eau et la production d'effluents, la MTD consiste à recycler dans le procédé l'eau des différents circuits dans une mesure techniquement compatible avec la qualité du papier produit, à l'aide d'une combinaison des techniques énumérées ci-dessous.

	Technique	Applicabilité
a	Suivi et optimisation de l'utilisation de l'eau	Applicable d'une manière générale.
b	Évaluation des possibilités de recyclage de l'eau	
c	Mise en balance du degré de fermeture des circuits d'eau et des inconvénients potentiels, avec ajout d'équipements supplémentaires si nécessaire	
d	Séparation des eaux d'étanchéité les moins contaminées provenant des pompes à vide en vue de leur réutilisation	
e	Séparation de l'eau de refroidissement propre des eaux de procédé contaminées, en vue de sa réutilisation	
f	Réutilisation des eaux de procédé en remplacement de l'eau fraîche (remise en circulation de l'eau et fermeture des circuits d'eau)	Applicable aux nouvelles unités et aux rénovations importantes. L'applicabilité peut être limitée par les exigences relatives à la qualité de l'eau et/ou à la qualité des produits, ou en raison de contraintes techniques (telles que la précipitation/entartrage dans le circuit d'eau) ou d'une augmentation des nuisances olfactives.
g	Traitement en ligne (d'une partie) des eaux de procédé afin d'améliorer la qualité de l'eau pour permettre son recyclage ou sa réutilisation	Applicable d'une manière générale.

Le débit des effluents associé à la MTD au point de rejet après traitement des eaux est le suivant (valeurs annuelles moyennes):

site utilisant des fibres recyclées sans désencrage : 1,5 à 10 m³/t

Site utilisant des fibres recyclées avec désencrage : 8 à 15 m³/t

Constats :

L'exploitant a mis en place un ensemble de mesures correspondant aux différentes techniques énumérées dans les conclusions sur les MTD.

L'exploitant suit sa consommation d'eau à fréquence quotidienne pour les eaux de forage et hebdomadaire pour les eaux du réseau d'eau potable.

L'exploitant procède à la recirculation de ses eaux de procédé pour alimenter son process de fabrication.

Le site fabrique du papier ondulé pour carton via des fibres recyclées sans désencrage (sans résidu d'encre). De ce fait, le débit des effluents au point de rejet après traitement des eaux doit être compris entre 1,5 à 10 m³/t.

L'exploitant a présenté ses consommations d'eau ainsi que les débits spécifiques d'eau consommée. Pour 2023, le ratio est d'environ 8 m³/t nette de produit fabriqué et pour 2024, le ratio est d'environ 8,4 m³/t nette de produit fabriqué.

L'exploitant précise que l'objectif groupe, pour le site de Nogent S/Seine est d'atteindre un ratio de 7 m³/t.

Les ratio obtenus pour 2023 et 2024 ont été impactés à la fois par divers dysfonctionnements des machines, mais aussi une consommation d'eau un peu plus conséquente de par les divers travaux réalisés pour la mise en place de la centrale de valorisation énergétique.

Ce point ne relève pas de remarque complémentaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Origine et consommation de l'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/07/2023, article 3.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Origine et consommation de l'eau

Prescription contrôlée :

A la fin de l'article 4.1.1 de l'arrêté de l'arrêté du 16 mai 2017 susvisé sont insérés les éléments suivants :

« A compter du 1er juillet 2023, les prélèvements d'eau (hors eau sanitaire, lutte contre un incendie et exercices de secours) répondent aux caractéristiques suivantes :

Forage	Masse d'eau souterraine à l'origine de la ressource	Volume maximal de prélèvement annuel (m³/an)	Débit maximal journalier (m³/j)	Débit maximal horaire (m³/h)
F1	Nappe de la craie	Exploitation normale : 2 000 000 *	7300 (sommés des volumes issus des 4 forages)	520 (sommés des volumes issus des 3 forages)
F3		Phase de démarrage : 2 640 000		
F4		(sommés des volumes issus des 4 forages)		
F5	Nappe alluviale de la Seine			60

* Une augmentation du volume de prélèvement annuel est possible dans le cadre d'une augmentation sensible des volumes de production du site, sans préjudices des niveaux de consommations fixés par l'arrêté ministériel du 10 septembre 2020 susvisé. L'exploitant porte à connaissance du Préfet une telle augmentation avant sa réalisation.

A compter du 1er juillet 2023, les prélèvements d'eau autorisés dans le réseau public d'eau potable sont portés à 5 500 m³ par an».

Constats :

L'exploitant a réalisé ses déclarations annuelles concernant ses consommations d'eau. Les volumes déclarés pour les années de 2021 à 2024 sont:

	2021	2022	2023	2024
Volume issu forages m ³	1 878 501	1 910 283	1 809 423	1 884 243
Volume issu réseau APE m ³	4 696	2 900	2 234	3 350
Volume total m³	1 883 197	1 913 183	1 811 657	1 887 593

Pour 2024, il est constaté une augmentation de plus de 4 396m³ par rapport à 2021 et plus de 75 936 m³ par rapport à 2023.

L'exploitant explique que cette augmentation est liée à divers facteurs :

- une augmentation de 17 % des salariés sur les 10 dernières années
- les opérations de démarrage de la centrale de valorisation énergétique
- divers arrêts/dysfonctionnements machines

Afin de tendre la consommation à la baisse, le site dispose d'un plan d'action eau. Notamment, l'augmentation de la recirculation des eaux de la station d'épuration pour la rinçage de la tables d'égouttage. Actuellement, l'exploitant re-circule environ 37 % des eaux dans son process. Cette pratique reste limitée de par la qualité de l'eau qui se retrouve vite chargée en fibres et bactéries. L'exploitant précise que d'autres mesures pourront être menées et engagées lorsque la marche machine sera fiabilisée.

Ce point ne soulève pas d'autre remarque.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2017, article 4.3.9

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : n°3 (Cf. repérage du rejet sous les articles 4.3.1. et 4.3.5.)

Débit de référence	Moyen annuel	Maximum journalier*
	en m ³ /j	en m ³ /t
	5 800	9,67

Période	Débit spécifique d'effluents moyen annuel (en m ³ /t)*	Nombre de jours de dépassements du maximum journalier (débit de référence)*
2017	7,00	40
2018	6,75	15
2019	6,60	8
2020	6,55	4
2021 (à partir de)	6,50	0

*Les données issues des périodes d'arrêts programmés (périodiques ou annuels) de l'installation ne sont pas prises en compte :

- pour le calcul du débit spécifique maximum journalier
- pour le calcul du débit spécifique d'effluents moyen annuel
- dans le décompte du nombre de jours de dépassements du maximum journalier

Le calcul du débit spécifique d'effluents moyen annuel devra se faire par le ratio du débit total annuel sur la production totale annuelle.

En cas de changement substantiel des volumes de production ou du type de production, l'exploitant informera l'inspection de l'environnement en détaillant les éventuels impacts sur les rejets.

Les dépassements devront être justifiés auprès de l'inspection de l'environnement. Les justifications et mesures correctives mises en place devront être détaillées dans le bilan annuel transmis au Préfet.

L'exploitant devra respecter les valeurs limites suivantes. Ces valeurs pourront être redéfinies au terme des études prévues dans l'article 10.5 du présent arrêté.

Paramètre	Flux spécifique moyen annuel (kg/t)	Flux spécifique moyen mensuel (kg/t)	Flux moyen mensuel (kg/j)	Concentration maximale sur un échantillon moyen constitué sur 24 h (mg/l)	Flux maximum journalier (kg/j)	Flux spécifique maximum journalier (kg/t)
MES	0,45*	0,5	450	120	675	0,75
DBO5	0,28*	0,28	250	67,5	375	0,42
DCO	1,4*	1,6	1440	372	2160	2,4
N global	0,069*	0,069	62	20	124	0,14
NTK	0,04	0,04	37	12	74	0,08
N ammoniacal	0,028	0,028	25	8	50	0,056
N (NO3 ⁻)	0,028	0,028	25	8	50	0,056
P total	0,008*	0,010	8,9	2,9	17,7	0,02

*Visé par le document de référence BREF pour la production de pâte à papier, de papier et de carton, dit « BREF PP »

	Concentration maximale sur un échantillon moyen constitué sur 24 heures (mg/l)	Flux maximum journalier (kg/j)	Flux spécifique maximum journalier (kg/t)
Ortophosphates	1,6	10	-
HCT	5	31	0,034
Indices phénols	0,075	0,465	$5,2 \cdot 10^{-1}$
AOX	0,25	1,55	$1,7 \cdot 10^{-1}$
Amibes	100 <i>Naegleria fowleri</i> par litre	-	-

En cas d'arrêt, dérèglement, ou défaillance technique des installations de traitement ou de mesure des effluents, les eaux de procédé devront être stockées dans les bassins tampons d'une capacité totale minimale de 4000 m³ prévus à cet effet, afin qu'aucun rejet au milieu naturel ne soit opéré. L'exploitant devra en parallèle aviser immédiatement l'inspection de l'environnement de ces situations accidentelles.

La charge polluante rejetée dans le milieu naturel devra être limitée lorsque le débit de la Seine sera inférieur à 14,7 m³/s. L'exploitant prendra toutes les mesures nécessaires pour ne pas dégrader la qualité de la rivière en deçà de ces objectifs de qualité.

Constats :

Les résultats consultés pour l'année 2024 montrent des légers dépassements pour le NGL, AOX, NO₃. Concernant les orthophosphates, il est constaté plusieurs dépassements sur 2024.

Pour 2025, trois dépassements sont constatés sur le début d'année.

L'exploitant explique ces écarts par les dysfonctionnement process qui génèrent un effluent à traiter différent et qui demande une adaptation du pilotage de la station (phénomène d'inertie).

L'exploitant indique que maintenant, lors d'arrêt prévu sur le process, le pilotage de la station est anticipé en conséquence. De plus il a été mis un suivi renforcé du suivi quotidien afin d'obtenir un fonctionnement optimal de la station.

Par ailleurs, il est constaté que les fréquences d'analyse sont respectées.

Il est noté également que le cadre GIDAF a été actualisé suite à la nouvelle VLE pour les AOX.

Ce point ne suscite pas de remarque complémentaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Consommation d'énergie et efficacité énergétique

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 26/09/2014, article 1.1.4 - MTD 6

Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'énergie et efficacité énergétique

Prescription contrôlée :

Afin de réduire la consommation de combustibles et d'énergie des usines de pâte à papier et de papier, la MTD consiste à appliquer la technique a) et une combinaison des autres techniques énumérées ci- dessous.

	Technique	Applicabilité
a	Utiliser un système de gestion de l'énergie présentant toutes les caractéristiques suivantes: i) évaluation de la consommation globale d'énergie et de la production de l'usine; ii) localisation, quantification et optimisation des possibilités de récupération de l'énergie; iii) suivi et préservation de la situation optimisée en matière de consommation d'énergie.	Applicable d'une manière générale.
b	Récupération d'énergie par incinération des déchets et résidus de la production de pâte et de papier à teneur élevée en matière organique et à haute valeur calorifique, en tenant compte de la MTD 12.	Applicable uniquement si le recyclage ou la réutilisation des déchets et résidus issus de la production de pâte et de papier à teneur élevée en matière organique et à haute valeur calorifique n'est pas possible.

	Technique	Applicabilité
c	Satisfaire autant que possible la demande de vapeur et d'électricité des procédés de production par la production combinée de chaleur et d'électricité (cogénération).	Applicable à toutes les unités nouvelles et aux rénovations importantes de la centrale énergétique. Dans les unités existantes, l'applicabilité peut être limitée par la configuration de l'usine et l'espace disponible.
d	Utilisation de la chaleur en excès pour sécher la biomasse et les boues, chauffer l'eau d'alimentation des chaudières et l'eau de procédé, pour le chauffage des bâtiments, etc.	L'applicabilité de cette technique peut être limitée lorsque les sources de chaleur sont éloignées de ces installations.
e	Utilisation de thermocompresseurs.	Applicable à la fois aux installations nouvelles et aux installations existantes, pour toutes les qualités de papier et les machines de couchage, si de la vapeur moyenne pression est disponible.
f	Isolation des raccords des conduites de vapeur et de condensat.	Applicable d'une manière générale.
g	Utilisation d'installations de vide à haute efficacité énergétique pour la déshydratation.	
h	Utilisation de moteurs électriques, de pompes et d'agitateurs à haute efficacité énergétique.	
i	Utilisation de variateurs de fréquence pour les ventilateurs, les compresseurs et les pompes.	
j	Adaptation des niveaux de pression de vapeur aux besoins réels de pression.	

Constats :

L'exploitant suit ses consommations énergétiques et met en place des actions visant une meilleure efficacité énergétique, notamment par la mise en place de diverses installations (moteurs à haute efficacité énergétique, des échangeurs de chaleur permettant la récupération de la chaleur en excès, installation d'une centrale à valorisation énergétique).

Par ailleurs, le site est certifié ISO 50 001 depuis 2009 et dispose d'un plan énergétique permettant de quantifier l'énergie à divers postes de l'usine avec pour objectif une diminution de sa consommation, le tout dans une démarche continue.

Ce point ne soulève pas de remarque complémentaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Valeurs limites des flux de polluants rejetés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2017, article 3.2.4 et 3.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des flux de polluants rejetés

Prescription contrôlée :**Art. 3.2.4**

Les quantités de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieures aux valeurs limites suivantes conduit par conduit :

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduits n°1-a, 1-b et 1-c	Conduit n°2	Conduit n°3
Poussières	5	2	50
SO ₂	10	900	/
NO _x en équivalent NO ₂	100	75	/
CO	100	15	250

En cas de destruction par combustion, les gaz de combustion doivent être portés à une température minimale de 900°C pendant une durée supérieure à 0,3 secondes.

Art. 3.2.5

Les quantités de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieures aux valeurs limites suivantes conduit par conduit :

Flux	Conduits n°1-a, 1-b et 1-c			Conduit n°2		
	kg/h	kg/j	t/an	kg/h	kg/j	t/an
Poussières	0,12	2,88	1,02	0,0073	0,14	0,049
SO ₂	0,23	5,67	2,03	3	57,6	20,04
NO _x en équivalent NO ₂	2,38	57,12	20,28	0,30	4,6	1,6
CO	2,38	57,12	20,28	0,05	0,67	0,24

Constats :

L'exploitant a réalisé une mesure de ses rejets atmosphériques le 5 juin 2025. Les mesures ont porté sur les 3 chaudières gaz (conduits 1a , 1b , 1c).

Le rapport montre un écart pour la chaudière 2, qui a un rendement du four de conversion du NO₂ compris entre 82 et 95 %. Le rapport conclut que cet écart n'a pas d'impact sur le résultat et la conformité.

Concernant les mesures 2025 pour la chaudière biogaz et la torchère, les mesures de rejets atmosphériques sont planifiées les 21 et 22 octobre prochains.

L'exploitant a également transmis le 3 octobre 2025, le rapport de mesures de 2024. Ce dernier montre des résultats en soufre non-conforme pour la chaudière biogaz. La concentration obtenue est de 1 464 mg/m³ pour 900 mg/m³ autorisé, générant un flux de 8,27 kg/h pour 3 kg/h autorisé.

L'exploitant indique que ce paramètre est régulièrement supérieur à la VLE. Aussi, un lourd investissement est engagé afin d'abaisser la concentration de ce rejet et être conforme. Une désulfuration va être rajoutée sur la chaudière biogaz. L'installation de cet équipement est programmée sur 2026.

Concernant les mesures sur la torchère en 2024, les résultats ne soulèvent pas de remarques.

Concernant les 3 chaudières à gaz, l'exploitant précise que lorsqu'elles fonctionnent en même temps, cela peut générer un déséquilibre sur la qualité des rejets atmosphériques. Cependant, lorsque 2 chaudières fonctionnent à puissance nominale, la qualité et la vitesse du rejet sont bons. L'exploitant rajoute que la mise en fonctionnement de la CVE devrait permettre de lisser et de maintenir ce mode de fonctionnement.

Les effets de la mise en place de la sulfuration ne pourront être constatés que lors de la campagne de mesure de 2026 si elle a lieu après son installation, ou au plus tard lors de la campagne de 2027. Il est noté, qu'il n'y a pas de plainte pour nuisances olfactives.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les prochaines campagnes de mesures des rejets atmosphériques seront transmises à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 12 mois

N° 6 : Fréquence Autosurveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2017, article 10.2.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence Autosurveillance des rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les mesures portent sur les rejets suivants :

- Rejets n°1-a, 1-b et 1-c : 3 chaudières au gaz naturel

Paramètre	Fréquence	Enregistrement	Méthodes d'analyses
Débit	En continu	Oui	
O ₂	En continu	Oui	FDX 20 377 à 379
CO	En continu	Oui	FDX 20 361 et 363
NO _x	En continu	Oui	
COV	Annuelle	Non	

La première analyse devra être effectuée dans les 6 mois après le démarrage des installations.

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 10.1.2 sont réalisées selon la fréquence minimale suivante :

Paramètre	Fréquence
Débit	Annuelle
O ₂	Annuelle
CO	Annuelle
NO _x	Annuelle

- Rejet n°2 : chaudière au biogaz

L'exploitant procède périodiquement à des analyses de la composition du biogaz produit dans son installation, en particulier :

- mensuellement en ce qui concerne les teneurs en CH₄, CO₂, H₂S
- trimestriellement en ce qui concerne les teneurs en H₂ et H₂O

Par ailleurs, l'exploitant réalisera une autosurveillance de la qualité de ses rejets selon les modalités suivantes :

Paramètre	Fréquence	Enregistrement	Méthodes d'analyses
Débit	En continu	Oui	FDX 10 112
O ₂	En continu	Oui	FDX 20 377 à 379
CO	En continu	Oui	FDX 20 361 et 363
Température	En continu	Oui	
NO _x	Tous les 3 ans	Non	
SO ₂	Tous les 3 ans	Non	
Poussières	Tous les 3 ans	Non	NFX 44 052
Métaux	Tous les 3 ans	Non	
HAP	Tous les 3 ans	Non	XP X 43 329
COV	Tous les 3 ans	Non	

La première analyse devra être effectuée dans les 6 mois après le démarrage des installations.

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 10.1.2 sont réalisées selon la fréquence minimale suivante :

Paramètre	Fréquence
Débit	Annuelle
O ₂	Annuelle
CO	Annuelle
Température	Annuelle

- Rejet n°3 : *torchère au biogaz*

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 10.1.2 sont réalisées selon la fréquence minimale suivante :

Paramètre	Fréquence
Débit	Annuelle
O ₂	Annuelle
CO	Annuelle
Température	Annuelle

- Rejet n°4 : *biofiltres*

Paramètre	Fréquence	Enregistrement	Méthodes d'analyses
H ₂ S	Trimestriellement	Non	

La première analyse devra être effectuée dans les 6 mois après le démarrage des installations.

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 10.1.2 sont réalisées selon la fréquence minimale suivante :

Paramètre	Fréquence
H ₂ S	Annuelle

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection le 3 octobre 2025 les fichiers de suivi de ces différentes installations.

Les mesures en continu sur les 3 chaudières gaz sont bien réalisées et enregistrées. La mesure comparative est également bien réalisée (cf point précédent).

Concernant la chaudière biogaz, la composition du biogaz est réalisée et suivie. Concernant les paramètres à mesurer tous les 3 ans, ces derniers sont intégrés à la mesure programmée en octobre 2025, qui correspond à la mesure comparative.

Concernant le biofiltre, la mesure comparative de l'H₂S sera également intégrée à la mesure d'octobre 2025.

Ce point ne relève de remarque complémentaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 26/09/2014, article 1.1.7 -MTD 12

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets

Prescription contrôlée :

Afin de limiter les quantités de déchets destinées à être éliminées, la MTD consiste à mettre en oeuvre un système d'évaluation des déchets (y compris des inventaires des déchets) et de gestion des déchets, de façon à faciliter la réutilisation des déchets, ou à défaut, leur recyclage, ou à défaut, une «autre valorisation», y compris une combinaison des techniques énumérées ci dessous.

Constats :

L'exploitant applique la plupart de ces techniques et notamment toutes celles qui sont applicables de manière générale :

- tri des déchets,
- regroupement des fractions de refus fibreux à des fins de valorisation en compost, puis en biomasse à compter de septembre 2025
- broyage et compactage des refus de pulpeur pour limiter la teneur en eau avant traitement en filière,
- évacuation de certains déchets vers des filières de recyclage et de valorisation énergétique,
- compactage et pressage des résidus de fabrication en tant que prétraitement avant leur élimination.

Par ailleurs, le site est certifié ISO 14 001 depuis 3 ans. La gestion des déchets a été regroupée en un seul prestataire.

L'exploitant a mis en place, par type de déchets, plusieurs « petites » bennes de pré-collecte, d'environ 1 m³ à différents points du site pour améliorer la collecte et le tri à la source.

Ces bennes sont ensuite reprises et vidées dans une benne unique par type de déchets.

L'objectif (groupe) étant d'avoir environ 80 % de déchets revalorisés et 0 % de déchets mis en centre d'enfouissement.

L'exploitant précise également que des nouvelles filières de revalorisation sont en recherche permanente.

Actuellement, seules les cendres restent à revaloriser. Elles partent en Allemagne pour combler une mine de sel.

De plus, l'exploitant souligne qu'il est difficile de trouver une filière de valorisation pour les déchets de type alu issus du tri en amont du process.

Ce point ne soulève pas de remarque complémentaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Déchets produits par l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2014, article 5.1.7

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets produits par l'établissement

Prescription contrôlée :

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont limités aux quantités suivantes :

Type de déchets : déchets non dangereux	Élimination maximale annuelle en tonnes sèches		Filières de traitement ⁽¹⁾
	A l'intérieur de l'établissement	A l'extérieur de l'établissement	
Loupés et chutes de fabrication	14 000	-	VAL-I
Mandrins	75	-	VAL-I
Métaux	-	100	VAL-E
Déchets industriels banals	-	17 850 dont 17 800 t à 60% siccité soit 29 700 t	ISDND-E
Boues biologiques aérobies en excès de la station de traitement des effluents et boues générées par le procédé de fabrication	-	8 000 t à 35 % de siccité soit 22 860 t	VAL-E ISDND-E ⁽²⁾
Fûts et containers plastiques	-	10	VAL-E
Emballages en bois	-	50	VAL-E
Fûts métalliques	-	5	VAL-E
Pneumatiques	-	Petites quantités	VAL-E
Ordures ménagères	-	60	ISDND-E
Feutres et toiles usagés	-	20	VAL-E
Rades machine	-	10	VAL-E

Type de déchets : déchets dangereux	Élimination maximale annuelle en tonnes sèches		Filières de traitement ⁽¹⁾
	A l'intérieur de l'établissement	A l'extérieur de l'établissement	
Déchets liés à l'utilisation de produits chimiques	-	Petites quantités	IE-E
Liquides de refroidissement	-	Petites quantités	IE-E
Huiles	-	30 t	VAL-E
Lubrifiant soluble	-	Petites quantités	VAL-E
Déchets gras	-	Petites quantités	IE-E
Filtres	-	Petites quantités	IE-E
Déchets de dégraissage contenant des solvants sans phase liquide	-	Petites quantités	IE-E
Sûres imprégnées d'hydrocarbures accidentellement répandus	-	Petites quantités	IE-E
Boues contenant des hydrocarbures	-	Petites quantités	ISDD-E
Déchets provenant de l'utilisation d'acides	-	Petites quantités	IE-E
Solvants	-	Petites quantités	VAL-E
Déchets de toner d'impression contenant des substances dangereuses	-	Petites quantités	VAL-E
Boues provenant de séparateurs hydrocarbures	-	Petites quantités	ISDD-E
Combustibles usagés	-	Petites quantités	IE-E

(1) IE : incinération avec récupération d'énergie

DC1 : mise en décharge de classe 1

DC2 : mise en décharge de classe 2

VAL : valorisation

- I en cas d'élimination interne,

- E en cas d'élimination externe

(2) En cas de dysfonctionnement.

Constats :

L'exploitant a transmis, le 2 octobre 2025, à l'inspection des installations classées le registre des déchets générés sur site pour l'année 2024 et 2025 à date. Ce dernier présente les divers types de déchets produits par la société SAICA. Les déchets dangereux et non dangereux sont dissociés. Sont consignés également les quantités générées et évacuées, les filières d'élimination pour traitement ou revalorisation.

Il a été intégré dans ce registre les déchets produits par la centrale de valorisation énergétique (cendres biomasse, mâchefers, poussières de biomasse).

Il est constaté que les quantités de déchets produits sont supérieures aux quantités estimées autorisées pour certains déchets. Il s'agit :

- des boues biologiques et boues générées du process : autorisées 22 860 tonnes de Matières sèches (MS), boues process produites **23 273 tonnes**.

- DIB : 29 700 tonnes de MS autorisée, quantité produite **34 689 tonnes**.

L'exploitant précise que le tonnage généré est influencé par la qualité de la matière première réceptionnée (balle de papiers recyclés).

- Ordures ménagères : autorisé 60 tonnes, produit **2 099 tonnes** (intègre les refus de pulpeur)

L'exploitant précise qu'il est intégré dans les ordures ménagères les plastiques de la préparation pâte et du tout venant de l'usine.

- Métaux : autorisé 100 tonnes, produits 53 tonnes de ferrailles et 645 tonnes de bobineaux fils de fer. Les bobineaux de fils de fer correspondent aux cerclages des balles de matières premières.

- Loupés et chutes de fabrication : autorisé 14 000 tonnes. Certaines bobines non-conformes ne peuvent pas être recyclées en interne et sont évacuées.

Le registre 2025 transmis montre la même tendance.

Les déchets fibreux se présentent sous 2 types de déchets ; des boues de process, et des plastiques.

Les déchets plastiques sont traités en partie par SUEZ en enfouissement et pour partie envoyée sur le site de SAICA situé à EL BURGO en Espagne pour valorisation énergétique.

Les boues de process sont mélangées aux boues organiques de la station d'épuration puis repris par Valtéra pour compostage sur les plateforme de Fresnoy et diverses plateformes.

Toutefois, ce mode d'élimination, que ce soit pour les plastiques fibreux et les boues, ne devrait plus exister suite à la mise en fonctionnement la CVE. Leur évacuation vers une filière extérieure restera exceptionnelle.

En septembre 2025, il n'y a pas eu de boue envoyées en externe. Seules 230 tonnes ont été envoyées en traitement pour août 2025.

Il est constaté que les quantités autorisées ont été mal estimées et dépendent beaucoup de la qualité de la matière première réceptionnée. Par ailleurs, l'ensemble des déchets du site présente une gestion suivie.

Aussi, ce point ne suscite pas d'autre remarque.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Ré-examen des produits utilisés sur site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/11/2024, article 2 partiel

Thème(s) : Risques chroniques, Ré-examen des produits utilisés sur site

Prescription contrôlée :

La société SAICA PAPER FRANCE met en œuvre les mesures suivantes et selon les délais mentionnés ci-après :

- Réalise un ré-examen des produits utilisés sur site, notamment les produits de maintenance (graisse, lubrifiant...) sous 3 mois, afin d'identifier la présence éventuelle de substances PFAS et ou AOF.

Constats :

L'exploitant a analysé les fiches de Données de Sécurité (FDS) des produits utilisés dans le process et sollicité les fournisseurs afin d'apporter des réponses complémentaires à son analyse. Ces démarches n'ont pas permis d'identifier la présence potentielle de substances PFAS dans les produits utilisés. Les fournisseurs mentionnent ne pas avoir recours à l'utilisation intentionnelle de PFAS dans la formulation de leurs différents produits chimiques commercialisés à la société SAICA.

Cette analyse et démarche ont été étendues aux produits de maintenance (huile, graisses..) qui présente le même constat. Les produits émulseur présents pour la défense incendie ont également été vérifiés et ne présentent pas de PFAS.

Par ailleurs, il est rappelé que le site a un processus d'approbation pour tout nouveau produit chimique.

L'exploitant pense que la source de contamination PFAS est la matière première qui est l'utilisation de papiers recyclés. En effet, la diversité des papiers recyclés réceptionnés et leur qualité, notamment des papiers à usages alimentaire, auxquels des PFAS ont pu être rajoutés lors de leur fabrication afin de leur donner certaines propriétés (anti-adhésif par exemple) ; peuvent être de ce fait source de PFAS.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Recherche origines AOF/ PFAS

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/11/2024, article 2 partiel

Thème(s) : Risques chroniques, Recherche origines AOF/ PFAS

Prescription contrôlée :

La société SAICA PAPER FRANCE met en œuvre les mesures suivantes et selon les délais mentionnés ci-après :

L'exploitant étudie l'ensemble de son process afin de déterminer, identifier l'origine et la source d'émission des PFAS et/ou AOF dans son rejet. Cette étude lui permet de définir et de mettre en place les actions soutenables sur un plan technico-économique, visant à limiter, voire supprimer la présence de ces substances dans son rejet. Le délai de mise en œuvre de ces actions ne dépasse pas 5 mois à la notification du présent arrêté. A défaut, l'exploitant présente un plan d'action des mesures retenues et un échéancier de mise en œuvre à l'inspection des installations classées.

Constats :

Comme mentionné au point 10, l'exploitant émet une forte probabilité que l'origine des PFAS/AOF présents dans son rejet proviennent de la matière première (balle de papiers recyclés). Il indique que les protocoles de prélèvement et d'analyses sur les matières solides ne sont pas encore définis et validés. De ce fait, cette hypothèse ne peut être démontrée. Une fois les protocoles définis, l'exploitant procédera à des analyses complémentaires pour confirmer cette piste.

En parallèle, il continue les investigations en cours et analyses complémentaires à différentes phases du process permettant d'identifier éventuellement d'autres sources d'émission.

Concernant la traitabilité des effluents contenant des PFAS, l'exploitant indique que différentes techniques potentielles de réduction/suppression sont identifiées, notamment le charbon actif, séparation par osmose inverse. Toutefois du fait de l'état de développement de ces technologies et des volumes d'eau importants à traiter sur le site (environ 5 000 à 8 000 m³/j), ces techniques ne peuvent être envisagées à court terme pour le traitement des effluents de la société SAICA.

De plus, certaines de ces techniques sont éprouvées mais leur industrialisation demande la mise en place préalable de modules de test. Par ailleurs, l'exploitant indique que d'autres solutions, telles que la flottation, sont des technologies en développement et pourraient être une alternative technico-économiquement intéressantes.

L'exploitant tient informé l'inspection de l'avancement et de l'évolution des résultats obtenus.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Suivi AOF - PFAS rejet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/11/2024, article 2 partiel
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi AOF - PFAS rejet
Prescription contrôlée : La société SAICA PAPER FRANCE met en œuvre les mesures suivantes et selon les délais mentionnés ci-après : Vérifie trimestriellement l'évolution des émissions de PFAS et AOF dans son rejet selon les termes de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 et ce pendant deux ans minimum.

Constats :

L'exploitant a mis en place un suivi trimestriel de l'évolution des PFAS OAF dans son rejet. A ce jour, des mesures ont été réalisées en novembre 2024, mars et juin 2025. Sur ces 3 mesures, il est détecté les paramètres suivants :

	Novembre 2024		Mars 2025		Juin 2025	
	µg/l	g/j	µg/l	g/j	µg/l	g/j
AOF	10,9	41,84	< 2		< 2	
PFPeA	0,332	1,2745	0,184	1,583	0,134	0,6684
PFHxA	0,158	0,6066	0,101	0,8689	< 0,1	
PFDS	0,836	3,2094	< 0,1		< 0,1	
Somme PFAS	1,326	5,0905	0,285	2,4519	0,134	0,6684

Il est noté que les AOF sont présents dès les premières campagnes de mesures, les paramètres PFPeA et PFHxA sont également présents depuis les premières campagnes de mesures hormis pour celle réalisée en mai 2024. Pour rappel, il est noté que les campagnes réalisées en 2024 sur les eaux pluviales EP 24 ne présentaient pas de PFAS ni d'AOF. Seule la campagne d'Avril 2024 avait détecté des AOF à une concentration de 2 µg/l. Par ailleurs, l'exploitant avait également lancé des campagnes de mesures sur ses eaux de forage brutes entrant dans son process. Ces dernières n'avaient pas détecté la présence de PFAS ni d'AOF. Il est constaté, que ce soit pour le site de Nogent sur Seine ou les autres sites SAICA, que les résultats PFAS dans les rejets sont variables avec néanmoins la présence des mêmes substances. Au regard de ces résultats, il convient de maintenir le suivi de l'évolution des émissions PFAS dans le rejet aqueux.

La société SAICA procède au traitement de ses effluents via une station d'épuration. Les boues produites issues de ce traitement sont mélangées aux boues de fibres issus du process de fabrication et sont envoyées en filière de revalorisation. Elles sont prises en charge par Fresnoy Environnement et Valtéra qui les envoie sur différentes plateformes de compostage (environ 13 plateformes différentes pour 2024). Pour 2024, cela représente 23 273 tonnes de boues évacuées. Dans le cadre de la mise en place de la Centrale de valorisation Energétique, les boues produites (process et de la station de traitement) sont maintenant revalorisées en interne via la chaudière biomasse. Il n'y aura plus de boues relavorisées en compostage, sauf cas exceptionnel. Suite de la parution de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif aux substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS), une vigilance particulière est désormais requise sur la présence éventuelle de ces composés dans les rejets aqueux et les matières destinées à l'épandage.

Les boues sont susceptibles d'être à l'origine d'émission de substances PFAS et AOF dans le milieu et sont considérées comme des enjeux sanitaires et environnementaux associés à ces émissions. Aussi, dans le cas où l'exploitant est amené à éliminer ses boues vers une filière de compostage, il apparaît nécessaire qu'il réalise une campagne de mesures de PFAS sur ces boues avant chaque évacuation vers une filière de revalorisation externe.

Cette recherche porte sur les 20 PFAS identifiés dans l'AM du 20 juin 2023 ainsi que le TFA.

Lorsque que l'exploitant est confronté à cette élimination, il en informe l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite